

La voix de l'opposition de gauche

Le 1er novembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

Un courriel reçu et ma réponse (entre parenthèses).

Quelle belle analyse renvoyant ainsi dos à dos d'un côté l'ensemble de la réaction mondiale, des appareils bourgeois aux côtés de Rajoy et de la monarchie mise en place par Franco, et de l'autre le peuple catalan combattant pour une république catalane indépendante !!

LVOG- (Je vous signale au passage que l'Espagne ne se réduit pas à la Catalogne, et que le peuple espagnol ne se réduit pas au peuple catalan. Que vous et vos amis l'ignoriez ou feigniez de l'ignorer est somme toute normal. Au fait, ils en pensent quoi les travailleurs du reste de l'Espagne ?)

Quelle belle analyse qui renvoie aux calendes grecques les positions de Trotsky, le droit (et non pas l'obligation!) à la séparation, à l'indépendance, le droit à une république catalane indépendante même si cette république n'a (encore!) rien de bolchevique! Ou si, face aux aspirations du peuple catalan, on ne répond "oui" qu'à la condition d'un accord préalable avec le communisme!!

LVOG- (Vous me direz si je me trompe, mais j'avais cru comprendre que c'était l'ensemble du peuple opprimé espagnol qui combattait pour une République en Espagne dans les années 30, et même que la classe ouvrière était à l'avant-garde de ce combat. Alors cessez de comparer des situations qui n'ont rien à voir ou si peu, un peu de sérieux.

Par ailleurs, vous ne nous avez toujours pas dit si cette "*république catalane*" serait indépendante de l'UE, ni même si elle avait un début de contenu social correspondant aux revendications des travailleurs catalans, je suis peut-être mal informé, mais je crois n'avoir lu cela nulle part. Cette République catalane a-t-elle pour but de satisfaire les besoins sociaux des travailleurs foulés aux pieds par Madrid, dans toute l'Espagne, ou a-t-elle un autre objet, lequel ?

Bolchevique, communisme, tout de suite les grands mots, vous voulez me faire passer pour un gauchiste, caractérisation que j'ai employée pour qualifier les partisans de l'indépendance de la Catalogne en conclusion de mon analyse, analyse de la situation inexistante dans les documents du POID que vous m'avez transmis, c'était uniquement de la propagande sur fond de théorie obsolète ou inappropriée. Au lieu de citer sans cesse Trotsky, vous feriez mieux de relire Lénine, vous y verriez sans doute plus clair, quoique ! Et ne me sortez pas que j'opposerais Trotsky à Lénine.)

Les capitalistes catalans aussi rejettent massivement cette indépendance...tout comme toi, aveuglé par la petite bourgeoisie à la tête du mouvement. (Les social-démocrates soutiennent la grande bourgeoisie contre les aspirations réactionnaires de la petite bourgeoisie... - Lénine : Les tâches des social-démocrates russes (1897) Et à mon avis, toujours en fonction des éléments en ma possession sur la situation actuelle en Espagne, les rapports entre les classes, y compris en Catalogne, il me semble que ce soient la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie catalanes qui sont plus réactionnaires que la grande bourgeoisie qui domine à Madrid ou dans le reste de l'Espagne, y compris l'UE, le FMI, etc. J'ai lu les déclarations des indépendantistes

catalans, j'ai relu le déroulement de la révolution espagnole de 1931 à 1937-38, j'ai suivi jour après jour le processus en cours en Catalogne, j'ai parcouru le processus institutionnel engagé en Espagne depuis la mort de Franco avant de prendre une position. Où les avez-vous évoqués ou vos amis du POID ? Je me trompe peut-être et je suis prêt à adopter une autre position, mais à partir de faits concrets et non des principes ou du vent.)

Une organisation qui se prétend révolutionnaire doit être capable de choisir son camp tout en restant indépendante elle-même de la petite bourgeoisie;

LVOG- (Et de la grande bourgeoisie de préférence.)

La seule position correcte c'est de défendre le combat pour une république catalane indépendante tout en combattant parallèlement pour une république ouvrière, donc tout en continuant à construire un parti révolutionnaire pour le gouvernement ouvrier, tendant la main aux autres peuples composant l'Espagne (basque, andalou, galicien, castillan).

LVOG- (Je crois que vous prenez le problème à l'envers, j'ai cru comprendre que les travailleurs du reste de l'Espagne ne soutenaient pas l'initiative des Catalans ou ne la comprenaient pas, elle est plutôt un élément de division supplémentaire au sein du mouvement ouvrier, elle fait le jeu de la monarchie parlementaire.

Ne faudrait-il pas plutôt que l'ensemble des travailleurs espagnols combattent pour abolir la Constitution et les institutions héritées du franquisme, afin d'instaurer une République sociale sur toute l'Espagne, afin de pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et les aspirations des peuples de chacune de ses 17 régions?

Ce que vous ne semblez pas comprendre ou ne voulez pas comprendre, c'est que la monarchie parlementaire espagnole fonctionne pratiquement comme une République et que le peuple espagnol dans sa totalité l'interprète ainsi. Qu'elle ait des relents de franquisme, selon les générations, il va de soi qu'un grand nombre d'Espagnols le savent, tout comme ils ont eu une multitude d'occasions de s'apercevoir que la monarchie était corrompue, que l'ensemble des institutions étaient corrompues ou antidémocratiques.

En France, où il existe officiellement une République, qui ignore que les inégalités sociales ont explosé au cours des dernières décennies, ce qui constitue un déni du principe d'égalité qui définit la République, qui ignore que seuls les intérêts des capitalistes sont pris en compte par le Parlement et le gouvernement, ce qui constitue un déni des principes de la République. Et pourtant 86% des électeurs ont participé aux dernières élections, tout du moins à au moins un de ses scrutins, vous le savez aussi bien que moi puisque vous lisez mes causeries. Je crois que c'est de là qu'il faut partir, du niveau de conscience politique des travailleurs, et non de je ne sais quelle théorie que l'on plaque sur la réalité.

Mes salutations petites bourgeoises.)

Nouveau courriel reçu le lendemain.

Pas mal pour quelqu'un qui nous parle sans cesse du combat pour le communisme, de la révolution de 1917 et qui est incapable de voir sous ses yeux les centaines de comités de défense du référendum du 1er octobre, transformés en comités de défense de la république, dans les villages, les quartiers, comités autonomes où les travailleurs participent massivement et réfléchissent à la réalisation concrète de leur indépendance! A un moment où on commémore les soviets.

LVOG- (Quand pour justifier ma position j'évoquais le contenu social et politique du référendum et du processus d'indépendance de la Catalogne, de la République que certains veulent instaurer dans cette région, il me répond "*défense du référendum*" ou "*défense de la république*" ou encore "*réalisation concrète de leur indépendance*" sans qu'on en sache davantage sur leur nature sociale ou leur orientation politique, leurs réels intentions, hormis toutefois disloquer l'Espagne.)

Et ce n'est sans doute pas la Catalogne qui se proclama République catalane en 1934 et fut martyrisée par Franco, avec la complicité de Staline et des staliniens !!

LVOG- ("*La Catalogne*", quelle Catalogne, qui, quoi, pour qui, pour quoi ? No comprendo señor !)

Elle serait indépendante de l'UE la rejette ainsi que toutes les institutions au service du capital financier et tous les appareils bourgeois (par exemple en Espagne du PSOE, du PCE, de Podemos, de l'UGT, des Commissions ouvrières) et peut-être la première pierre d'une Europe des peuples, tout en constituant une brèche pour les autres peuples contre la monarchie franquiste.

LVOG- (Mais en quoi serait-elle indépendante ? En quoi serait-elle progressiste, je parle pour les travailleurs catalans ? Vous avez oublié "*libres*" Europe des peuples libres (POID), libres de quoi ? Vous avez au minimum un demi-siècle de retard !)

Pas mal de soutenir ainsi la grande bourgeoisie catalane qui combat l'indépendance contre la petite-bourgeoisie qui se bat pour. (Pas mal, pas mal, on se fait du bien comme on peut, n'est-ce pas !)

Et le texte de Lénine date d'une époque qui était celle encore du capitalisme ascendant et du développement des forces productives, qu'on ne peut plaquer tel quel sur la nouvelle période historique de l'impérialisme.

LVOG- (Le texte de Lénine que j'ai cité datait de 1897. Voici ce qu'il écrivit dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* en 1916 : "*Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est définitivement substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle.*" A trois ans près, vous repasserez avec votre "*capitalisme ascendant*" en 1897 ! Vous racontez vraiment n'importe quoi, vous êtes d'une mauvaise foi écoeurante.)

La majorité en France aux dernières élections n'a pas voté, sans parler des non inscrits et des bulletins blancs!

LVOG- (Vous vous faites faussaire maintenant ? La preuve, extrait de ma causerie du 25 octobre 2017 : Alors que 44 millions de Français sont inscrits sur les listes électorales, 86% de ces inscrits ont participé à au moins un des quatre tours (élection présidentielle et élections législatives). (Source : L'Express.fr 19 octobre 2017) Dites, vous allez nous sortir quoi la prochaine fois ?)

Et une nouvelle fois, méthode éclectique, impressionniste d'analyse de la réalité !! Ce ne sont pas les autres classes ouvrières qui viennent manifester à Barcelone contre l'indépendance, mais les militants et sympathisants de Tous les partis, gauche, droite, extrême gauche pour une part et extrême droite avec les franquistes drapeau au vent.

LVOG- (C'est un fait, quoique je ne l'ai pas vérifié, je vous fais confiance pour le coup, "*les autres classes ouvrières*" (comme s'il y en avait plusieurs en Espagne, passons.) elles n'en ont rien à foutre du référendum catalan, de leur République et de leur indépendance, car en réalité ce référendum n'était pas destiné à instaurer une République, mais bien plutôt à balkaniser l'Espagne.

Mes salutations de suppôt de la réaction.)

Dossier sur l'Espagne.

A lire.

- [Trump et le sécessionnisme, par Thierry Meyssan](#))

Alors que les néo-conservateurs entendaient réaliser une « révolution mondiale » en exportant leur « démocratie » par la guerre, le président Trump fonde sa politique étrangère sur le respect de la souveraineté des États. Par conséquent, il a interrompu tout soutien US aux séparatismes. Thierry Meyssan rappelle ici les ambiguïtés de la position états-unienne sur les sécessions, puis dégage les points communs des événements au Kenya, en Iraq et en Espagne. Réseau Voltaire 31 octobre 2017

Extrait.

Catalogne : faux sécessionnistes et vrais comploteurs

On imagine que l'indépendantisme catalan s'est forgé dans la résistance au fascisme. C'est faux. Le premier parti indépendantiste catalan, Estat Català, a été fondé en 1922, c'est-à-dire juste avant les dictatures de Miguel Primo de Rivera et de Francisco Franco en Espagne.

On imagine que son fondateur, Francesc Macià (le « grand-père »), entendait créer un État indépendant qui n'avait jamais existé, afin de sauver la région de Barcelone du fascisme. C'est faux. Il souhaitait annexer Andorre, le Sud-Est de la France et une partie de la Sardaigne car, selon lui, la « Catalogne » est opprimée par Andorre, l'Espagne, la France et l'Italie.

On imagine que les indépendantistes catalans sont pacifistes. C'est faux. En 1926, Francesc Macià tenta un coup d'État après avoir enrôlé une centaine de mercenaires italiens et réuni une armée.

On imagine que les indépendantistes catalans sont historiquement de gauche. C'est faux. En 1928, Francesc Macià fonda à La Havane, avec l'aide du dictateur cubain pro-US Gerardo Machado, le Parti séparatiste révolutionnaire de Catalogne.

Les indépendantistes catalans n'ont jamais été soutenus par les États anti-impérialistes, et surtout pas par l'URSS durant la guerre d'Espagne (bien que Francesc Macià soit allé solliciter l'aide de Moscou dès 1924 et ait alors obtenu le soutien de Boukharine et de Zinoviev). Tout au plus Macià a-t-il noué des alliances avec des membres de la Seconde internationale.

Se revendiquant directement de Macià (et non pas de son ancien patron, Jordi Pujol) et donc soutenant implicitement le projet d'annexion d'Andorre, et d'une partie de la France et de l'Italie, Carles Puigdemont n'a jamais cherché à cacher ses soutiens anglo-saxons. Journaliste, il crée un mensuel pour tenir au courant ses sponsors de l'évolution de son combat. Il n'est évidemment pas en catalan, ni en espagnol, mais en anglais : Catalonia Today, dont sa femme la Roumaine Marcela Topor est devenue la rédactrice en chef. Identiquement il anime des associations promouvant l'indépendantisme catalan non pas en Espagne, mais à l'étranger, qu'il fait financer par George Soros [8].

Les indépendantistes catalans, comme leurs homologues luos et kurdes iraqiens, n'ont pas intégré le changement survenu à la Maison-Blanche. S'appuyant sur le Parlement où ils sont majoritaires en sièges, bien qu'ayant obtenu une minorité de voix lors de leur élection, ils ont proclamé l'indépendance à la suite du référendum du 1er octobre 2017. Ils croyaient pouvoir disposer du soutien des États-Unis et par voie de conséquence de celui de l'Union européenne.

Mais, le président Trump ne les a pas plus soutenus qu'il ne l'a fait avec les Luos et les Kurdes iraqiens. Et par voie de conséquence, l'Union européenne est restée opposée au nouvel État.

[8] "George Soros financi  a la agencia de la paradiplomacia catalana", Quico Sall s, La Vanguardia, 16 de agosto de 2016. Réseau Voltaire

Comment Trotsky, abordait la question cruciale du nationalisme en Espagne...

● [C uvres - mai 1931 - Léon Trotsky - 17 mai 1931.](#)

Exercice pratique : Cherchez dans ce texte très court les passages qui correspondent à la situation actuelle en Espagne, et ceux qui sont devenus obsolètes ou qui ne seraient pas d'actualité.

Questions tirées de la lecture de ce texte :

- Le "*nationalisme catalan*" est-il en 2017 "*un facteur révolutionnaire progressiste*" ?
- Les "*Catalans*", les "*Basques*" sont-ils plus "* cras es par la bourgeoisie espagnole*" que les "*autres nationalités*" ?
- Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne, donc la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne, la création d'un nouvel Etat, un Etat catalan, est-il compatible avec l'idée que se faisait Trotsky du "*caractère progressiste, révolutionnaire-démocratique de la lutte nationale catalane*", autrement dit selon Trotsky, ce processus devait-il aboutir à l'éclatement de l'Espagne ? Question posée aux trotskystes fossilisés.

La réponse de Trotsky :

- "*Pas un instant l'on ne doit perdre de vue que l'Espagne tout entière et la Catalogne, comme partie constituante de ce pays, sont gouvernées actuellement non point par des nationaux-démocrates catalans, mais par des bourgeois impérialistes espagnols, alliés à de gros propriétaires fonciers, à de vieux bureaucrates et des généraux, avec l'appui des nationaux-socialistes. (...)*

Où est le danger des illusions nationales petites bourgeoises? En ceci qu'elles peuvent diviser le prolétariat d'Espagne en secteurs nationaux. Le danger est très sérieux."

Le mouvement nationaliste basque et l'ETA, dans une moindre celui catalan n'ont fait qu'alimenter ces "*illusions nationales petites bourgeoises*" au cours des décennies précédentes. Accordez une rallonge budgétaire à leur région ou conc dez-leur quelques concessions dans la gestion de leur région autonome, et ils feront acte de servilité ou d'allégeance, de repentance envers Madrid, tandis que la condition des travailleurs catalans ou basques demeurera inchangée ou continuera de se dégrader.

Autant la proclamation le 6 octobre 1934 de la République catalane était justifiée (semble-t-il) pour montrer aux travailleurs de toute l'Espagne que la Seconde République instituée en 1931 était une mystification destinée à connaître rapidement un destin tragique pour, d'une part avoir engagé d'importantes réformes sociales et politique sans les mener jusqu'au bout, d'autre part pour avoir fait des concessions à la réaction et surtout ne pas l'avoir désarmée, autant d'éléments qui devaient diviser les rangs des partisans de la révolution espagnole et préparer son renversement par Franco, 83 ans plus tard, il n'y a absolument rien de comparable en terme "*progressiste*" ou "*révolutionnaire-démocratique*" dans les mouvements nationalistes en Espagne.

Il y a un truc qui m'a échappé, apparemment Trotsky n'a jamais envisagé un référendum ou une République dans une région autrement que dans le cadre de l'Espagne républicaine une et indivisible. J'ai encore un document à lire, on y reviendra si nécessaire.

- [La révolution espagnole et les dangers qui la menacent - Léon Trotsky - 28 mai 1931 \(11 pages\)](#)

Un des aspects méconnus de la crise politique espagnole.

- C'est la corruption qui perpétue le conflit catalan par Carlos Hernández — Arrêt sur Info 31 octobre 2017

Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la Catalogne tout au long de cette semaine. Le Premier ministre a dû éclater de rire en constatant que ce qui aurait dû être la nouvelle de l'année (l'implication du PP [1] dans l'affaire Gürtel [2]) a été complètement éclipsée par la crise catalane.

Ce n'en est pas l'unique cause, ne vous hâtez pas de jeter à la corbeille ce modeste article en raison de son titre, mais permettez-moi de poser une simple question, en ces heures tendues, surréalistes et pathétiques, alors que nous sommes sous la menace d'une catastrophe d'une ampleur imprévisible : serions-nous dans cette situation dramatique si le PP et le défunt parti « Convergència i Unió [3] » n'avaient pas été deux formations politiques gangrenées par la corruption? En serions-nous à retenir notre souffle, que nous nous sentions espagnols ou catalans, si Jordi Pujol, Artur Mas, Esperanza Aguirre [4] et Mariano Rajoy n'avaient pas été éclaboussés par de graves accusations de financement irrégulier et même d'enrichissement illicite? Mon impression, qui s'appuie sur les événements de ces dernières années, est ... un « Non ! » catégorique.

Si nous examinons le déroulement du processus, depuis ses origines, nous trouvons les acteurs indépendantistes convaincus, l'ERC, la CUP [5] et différents mouvements citoyens qui, d'une manière ou d'une autre, ont toujours été présents, brandissant fièrement l'estelada [6]. Le dernier élément, celui qui a rompu l'équilibre, a été le défunt parti « Convergència i Unió » : ce parti des affaires et de la bourgeoisie catalane a abandonné du jour au lendemain sa position, certes nationaliste, mais favorable à l'union (avec l'Espagne), au profit du séparatisme. Est-ce vraiment dû au hasard si cette surprenante transformation de la force politique que dirigeait Artur Mas a coïncidé avec le flot des révélations médiatiques et des affaires judiciaires pour corruption dans lesquelles étaient impliqués les dirigeants de Convergència ? L'estelada a d'abord constitué pour Convergència un rempart contre ses ennuis judiciaires; puis, petit à petit, ses dirigeants ont été dépassés par les événements qu'ils avaient eux-mêmes déclenchés et par la pression de leurs compagnons de route.

Les locataires du numéro 13 de la Calle de Génova [7] et de la Moncloa [8] ont sûrement dû sauter de joie quand a surgi ce qu'ils ont eux-mêmes défini comme « le défi souverainiste ». La Catalogne avait déjà rendu service au Parti Populaire quand celui-ci était dans l'opposition, en lui permettant de grappiller des voix à Madrid, en Galice, dans la Région de Murcie, dans les deux Castilles, en Estrémadure et en Andalousie, en « criminalisant » l'Estatut [9] générant ainsi un profond sentiment de catalanophobie. Si Cristobal Montoro [10] a déclaré, en plein milieu de la débâcle économique du gouvernement de Zapatero, « que l'Espagne fasse naufrage, nous la redresserons », Rajoy a dû penser quelque chose d'approchant quand il a décidé d'allumer la flamme dangereuse de la haine entre les communautés. Il est très probable que le chef de l'opposition d'alors avait prévu d'éteindre le feu qu'il avait lui-même allumé une fois arrivé à la Moncloa ; cependant, sa présidence a été dès le début menacée par le tsunami de corruption qui submergeait son parti, depuis les municipalités et les chefs-lieux des régions, jusqu'au siège national du parti, au n° 13 de la Calle de Génova. Dans ce contexte, la menace indépendantiste était l'ennemi idéal dont avait besoin celui qui était maintenant le chef du gouvernement. Il ne leur suffisait déjà plus d'agiter le spectre exsangue de l'ETA pour rallier leurs électeurs, dont certains

commençaient à être dégoûtés par les innombrables combines ourdies par des filous et que des juges, des policiers, des journalistes et des citoyens incorruptibles dévoilaient au grand jour. C'était le moment d'agiter frénétiquement le drapeau espagnol, la « rojigualda » (sang et or), pour détourner le regard des Espagnols de ces colonies de grenouilles qui peuplaient le gigantesque marigot qu'était le Parti Populaire.

Telle est la pièce qu'on nous a jouée avec quelques variations au cours des six dernières années, et dont le dernier acte, par hasard ou peut-être pour d'autres circonstances moins accidentelles, menace de mettre en scène une Déclaration Unilatérale d'Indépendance (DUI), l'application de l'Article 155 [11] et le dénouement de la première partie du procès Gürtel. Nous n'aurions pas pu assister à un scénario plus dangereux, mais aussi plus révélateur de la tragédie qu'on nous a contraint à vivre. Pendant que sur la scène Rajoy et Puigdemont poursuivaient leur grotesque et irresponsable guerre des drapeaux, la Procureure Concepción Sabadell se voyait condamnée à faire part de ses conclusions dévastatrices en coulisses. L'efficace procureure de l'Audiencia Nacional [12] ne laissait planer aucun doute : Le Parti Populaire avait bénéficié d'activités criminelles, et l'existence au siège du parti d'une caisse noire, alimentée par des commissions occultes versées par des entrepreneurs en échange de la concession de contrats publics, illégalement accordés par les administrations dirigées... par le Parti Populaire, a été « de manière accablante et constante, pleinement établie » »

Le banc des accusés du procès Gürtel

Il y a seulement un mois, tous les journaux (sans compter les tracts, évidemment), ainsi que les bulletins d'information de la radio et de la télévision (je ne compte pas non plus ce NO-DO [13] est conçu dans les bureaux de la Moncloa et transmis par la télévision espagnole) auraient ouvert leurs éditions en citant les mots de Sabadell Concepción, qui assurait que « Luis El Cabrón » (Lulu l'Enfoiré) n'était autre que Luis Bárcenas [14] et que, selon les notes documentaires parvenues aux dirigeants de la chaîne figuraient les initiales de l'ancien député « populaire » Jesús Merino. Il est évident qu'au fur et à mesure des nouvelles, nous nous serions tous rappelés que les éléments mentionnés dans ce qu'on appelle les « papiers de Bárcenas » - des documents dans lesquels était nommé un certain « M. Rajoy » comme destinataire de milliers d'euros de primes payées avec de l'argent sale- se voyaient corroborés point par point.

S'il avait le moindre doute, et je ne pense pas qu'il y en avait, Mariano Rajoy a vu validée sa stratégie perverse sur la question de la Catalogne tout au long de cette semaine. Le chef du gouvernement a dû éclater de rire en constatant que ce qui devrait être la nouvelle de l'année a été complètement éclipsé par la crise catalane. Dans les bars et les bureaux de Madrid, Séville et Barcelone, les victimes de l'affaire Gürtel, que nous sommes tous, ignoraient que le Ministère Public était en train de les informer que le PP les avait détrossés; entre deux cafés ou entre deux bières, elles préféraient passer leur temps à maudire les radicaux indépendantistes ou les méchants espagnolistes.

Tant que Mariano Rajoy et un PP corrompu jusqu'à l'os resteront au pouvoir, la crise catalane durera à perpétuité ou, tout au moins, jusqu'à ce que surgisse un nouvel ennemi grâce auquel on pourra intimider et exaspérer l'électorat. Il est possible que le Premier ministre ait évité d'affronter politiquement le problème au cours des six années à la Moncloa, par pure négligence, arrogance et paresse ; oui, mais pas seulement. Rien ne protège mieux des papiers de Bárcenas qu'un bon vieux drapeau espagnol. Rien ne détourne plus l'attention du financement irrégulier de son parti que d'unir les citoyens contre un démoniaque ennemi commun armé d'une estelada. J'espère que je me trompe, mais je suis convaincu que ce sont Rajoy et les siens qui tirent les ficelles dans ces heures critiques pour l'avenir de l'Espagne et de la Catalogne, et qu'ils continueront à le faire à l'avenir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, dans le seul but de faire durer un conflit politique qui leur profite politiquement.

Ce n'est que comme cela que s'explique l'attitude qu'a eue le PP alors que Puigdemont demandait jeudi dernier que Madrid fasse un geste, même minime, avant de « s'immoler » personnellement et politiquement en convoquant des élections anticipées ? Dans ces heures critiques, alors que la plus grande prudence et la plus grande sagesse étaient requises de la part des fonctionnaires publics, Albiol et Javier Arenas [15] ont fait des déclarations incendiaires, essayant d'humilier encore plus le président de la Generalitat. Comme par hasard, au même moment, le Ministère public, téléguidé par le ministre Catalá, annonçait son refus de revenir sur la détention provisoire des dirigeants de l'ANC et d'Òmnium [16]. Il semble évident qu'aucun de ces actes n'ait été déterminant pour pousser Puigdemont à retourner -définitivement ou non, nous l'ignorons- sur la voie de la déclaration unilatérale d'indépendance; mais même dans ce cas, nous avons le droit, et même le devoir, de nous poser une question : si le PP se comportait en public de façon aussi irresponsable et inopportune, comment pouvait-il bien se comporter dans les négociations qu'il tenait en privé avec le gouvernement catalan par divers intermédiaires?

Pour ces raisons, aussi stupides que soient les actes de Puigdemont dans les heures à venir, le PSOE fera une grave erreur s'il continue à faire confiance à un chef de gouvernement auquel on ne peut pas se fier. Les faits sont têtus, aujourd'hui comme hier, et ils le seront demain, même si la Moncloa donne l'assaut à TV3 [17] pour en faire un clone de TVE NO-DO. Aussi irresponsables qu'aient été, et demeurent, les dirigeants indépendantistes catalans, les principaux coupables de la situation actuelle, de la perpétuation de ce conflit avec la Catalogne qui peut aboutir à une véritable tragédie ne s'appellent pas seulement Puigdemont, Junqueras, Gabriel, Rajoy ou Rivera. Nous devons rechercher les principaux coupables derrière des noms aussi originaux que Gürtel, Púnica, Lezo, Palau, Nóos, Acuamed, Millet, Palma Arena, Pokémon, Guateque, Pallerols, Brugal, Auditorio, Imelsa, Andratx, Campeón ou Faycan[18]. Les responsables sont les politiciens, les entrepreneurs et les journalistes impliqués dans ces scandales, complices ou seulement complaisants. Les responsables sont aussi ces millions de citoyens qui ont voté pour des partis et des candidats, tout en sachant qu'ils étaient corrompus, parce que, malgré tout ... c'étaient leurs corrompus à eux. Les responsables sont aussi ces partis de gauche qui restent incapables de se mettre d'accord pour expulser «Monsieur X» de la Moncloa. Carlos Hernández de Miguel (Madrid, 1969) est un journaliste et expert en communication espagnol. Il a été chroniqueur parlementaire d' Antena 3 Televisión, correspondant de guerre au Kosovo, en Palestine, en Afghanistan et en Irak. Il a aussi été rédacteur en chef de l'hebdomadaire La Clave, directeur de communication du PSOE et consultant en communication de diverses entreprises. Actuellement il collabore à diverses publications comme eldiario.es, El Mundo et le magazine Viajar (Voyager). En 2015 il a publié Los últimos españoles de Mauthausen [Les derniers Espagnols de Mauthausen] (Ediciones B)

[1] PP : Partido Popular (Parti Populaire), principal parti de la droite espagnole depuis la Transition, auquel appartient Mariano Rajoy. Ses membres et représentants sont souvent appelés les « populares » (populaires).

[2] L'Affaire ou Cas Gürtel désigne une enquête en cours depuis 2007 sur la corruption dans l'attribution des marchés publics, affectant tous les niveaux de l'administration espagnole et impliquant essentiellement des membres du PP.

[3] Convergència i Unió (CIU) est une ancienne fédération de partis centristes catalans (2001-2015) dont deux des présidents, Jordi Pujol et Artur Mas, ont été présidents de la Généralité de Catalogne. Le premier a été au centre de scandales fiscaux en série impliquant sa femme et ses enfants et portant sur plusieurs centaines de millions d'euros. Le second a été condamné en 2017 pour avoir organisé en 2014 une consultation sur l'indépendance catalane qualifiée d' « illégale » par le Tribunal Constitutionnel de Madrid.

[4] Esperanza Aguirre : ex-ministre, ex-présidente du Sénat, ex présidente de la Communauté de Madrid, impliquée dans une autre affaire de corruption, elle a dû démissionner de ses autres mandats politiques et électifs.

[5] ERC : Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne), et CUP : Candidatura d'Unitat Popular (Candidature d'unité populaire) sont deux partis de la gauche indépendantiste catalane, le premier social-démocrate, le second « radical ».

[6] L'Estelada (L'étoilée) est le drapeau catalan aux bandes jaunes et rouges. Elle est ainsi nommée pour l'étoile qui figure dans un triangle sur la gauche du drapeau (étoile blanche sur fond bleu dans sa version « droitiste », rouge sur fond jaune dans sa version « gauchiste »).

[7] Calle de Génova 13 : adresse du siège madrilène du Parti Populaire depuis 1983, connue comme « Génova 13 ».

[8] Palais de la Moncloa : résidence officielle de président du gouvernement espagnol (actuellement M.Rajoy) à Madrid.

[9] Estatut : le Statut d'autonomie de la Catalogne de 2006.

[10] Cristobal Montoro : économiste, membre du PP, ministre de l'Économie d'Aznar de 2000 à 2004 et de Rajoy depuis 2011.

[11] Article 155 de la Constitution espagnole de 1978 : « 1. Si une Communauté autonome ne remplit pas les obligations que la Constitution ou les autres lois lui imposent ou agit de façon à porter gravement atteinte à l'intérêt général de l'Espagne, le gouvernement, après avoir préalablement mis en demeure le président de la communauté autonome et si cette mise en demeure n'aboutit pas, pourra, avec l'approbation de la majorité absolue des membres du Sénat, prendre les mesures nécessaires pour la contraindre à respecter ces obligations ou pour protéger l'intérêt général mentionné. 2. Pour mener à bien les mesures prévues au paragraphe précédent, le gouvernement pourra donner des instructions à toutes les autorités des communautés autonomes. »

[12] Audiencia Nacional : Tribunal ayant juridiction sur l'ensemble de l'État espagnol, siégeant à Madrid, chargé de juger les affaires les plus graves (terrorisme, etc.)

[13] Les NO-DO : Acronyme de Noticiarios y Documentales (Actualités et documentaires) étaient des courts-métrages diffusés obligatoirement dans les cinémas espagnols sous la dictature franquiste dans un but de propagande pour le régime.

[14] Luis Bárcenas : trésorier du PP, inculpé dans l'affaire Gürtel en 2009, incarcéré en 2013, libéré contre caution de 200 000 € en 2015.

[15] Xavier García Albiol : président du Parti populaire de Badalona depuis 1990, maire de sa ville natale entre 2011 et 2015. Candidat à la présidence de la Généralité de Catalogne lors des élections régionales de septembre 2015. Javier Arenas: chef de file du PP en Andalousie

[16] Assemblea Nacional Catalana et Òmnium Cultural : deux organisations indépendantistes catalanes.

[17] TV3 est une chaîne de télévision publique catalane. Son audience a augmenté de 40 % depuis le 1er octobre 2017.

[18] Gürtel, Púnica, etc. sont quelques uns des scandales de corruption dans lesquelles le PP est impliqué.

Ils osent tout. Sionisme et impérialisme.

- Un siècle plus tard, la déclaration Balfour divise toujours Israéliens et Palestiniens - AFP

La déclaration Balfour, qui aura cent ans jeudi, est saluée par Israël comme ayant contribué à la fondation du pays mais critiquée par les Palestiniens comme une étape majeure de la "catastrophe" qui les a privés de leurs terres.

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères Arthur Balfour indique que Londres considère "favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

Cette phrase de 67 mots est alors la manifestation de soutien la plus forte d'une grande puissance aux objectifs du mouvement sioniste: le retour des Juifs sur la terre leurs ancêtres.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu commémorera cet anniversaire à Londres, où il participera à un dîner avec son homologue britannique Theresa May.

Mme May a dit qu'elle marquerait cette date avec "fierté", malgré les critiques qui s'élèvent en Grande-Bretagne autour de cette commémoration en raison des 50 ans d'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Lors de la guerre entourant la création d'Israël, 750.000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui leurs foyers.

Deux décennies plus tard, pendant la guerre des Six-Jours (1967), Israël a notamment pris la Cisjordanie, qu'il occupe toujours, et Jérusalem-Est, qu'il occupe et a annexée mais que les Palestiniens revendiquent comme capitale de leur futur Etat.

Theresa May s'est fait l'écho de ces inquiétudes. "Nous sommes fiers du rôle que nous avons joué dans la création de l'Etat d'Israël", a récemment déclaré la Première ministre britannique... AFP 31 octobre 2017

- Israël, Australie et Nouvelle-Zélande marquent le centenaire de la "charge" de Beer-Sheva - AFP

Dirigeants israéliens, australiens et néo-zélandais ont marqué mardi le centenaire d'une charge de cavalerie connue sous le nom de "bataille de Beer-Sheva", un tournant de la Grande guerre qui a précipité la chute de l'empire Ottoman au Proche-Orient, et préfiguré la naissance de l'Etat d'Israël.

"Il y a exactement 100 ans, les valeureux soldats du corps d'armée australien et néo-zélandais (Anzac) ont libéré Beer-Sheva pour les fils et les filles d'Abraham, et (...) permis au peuple juif de faire son retour dans l'Histoire", a proclamé le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en présence de son homologue australien Malcolm Turnbull et de la gouverneure générale de Nouvelle-Zélande, Patricia Reddy.

Cette bataille, qui a contribué à mettre fin à la domination ottomane dans la région, "est devenue partie intégrante de notre histoire, de notre conscience" collective, a pour sa part déclaré l'Australien Malcolm Turnbull.

Cette victoire, et l'avancée des troupes britanniques en Palestine, "n'a pas créé l'Etat d'Israël mais a rendu son existence possible". Dans le cas contraire, "la Déclaration Balfour n'aurait été que des mots creux", a-t-il relevé. AFP 31 octobre 2017

Coucou, le "père Noël" est arrivé. Devinez pour qui ?

- Hausse des salaires en cabinets ministériels- leexpress.fr

"La rémunération moyenne brute (primes comprises) des 232 membres des cabinets ministériels s'élève à 9186 euros mensuels soit +20,5% par rapport au gouvernement Valls", a constaté ce mardi l'ancien parlementaire socialiste René Dosière, s'appuyant sur un document annexé au projet de budget pour 2018 et publié par Bercy. leexpress.fr 31.10

- 120 millions d'impôts en moins sur les stock-options : le nouveau cadeau aux riches de Macron ? - francais.rt.com

Un amendement inattendu de la majorité, dans le cadre du projet de loi de finances de la sécurité sociale, a fait passer le 20 octobre de 30% à 20% les prélèvements sur les stock-options et autres actions gratuites. La somme équivaut à environ 120 millions d'euros de pertes de recettes, destinées originellement à la sécurité sociale.

L'amendement 646 a aussitôt été approuvé par le rapporteur général de La République en marche (LREM) et par la ministre de la Santé Agnès Buzyn. D'ordinaire, l'examen des amendements se fait en commission avant leur discussion en séance plénière. Mais le 646 n'a pas eu besoin de passer en commission.

L'abaissement de la fiscalité sur les stock-options «coûtera de l'ordre de 100 millions d'euros aux finances publiques... il vient après la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires qui profite essentiellement aux grands groupes et qui coûte 120 millions d'euros aux finances de l'Etat», écrit la députée Valérie Rabaud. Elle ajoute que «les entreprises concernées sont déjà celles qui pour la plupart bénéficient de la suppression de la 4e tranche de la taxe sur les salaires... ce qui représente déjà un gain pour elles de 120 millions d'euros». francais.rt.com 31 oct. 2017

Ils osent tout

- Loi antiterroriste : Macron assure que les libertés ne seront pas bafouées - Franceinfo
- Gay Games : après Paris en 2018, Hongkong organisera les jeux 2022 - Liberation.fr
- Prisons: Macron veut créer une Agence des travaux d'intérêt général - AFP

Travaux forcés ou S. T. O., leur société ressemble de plus en plus à un camp de concentration, avec les Gay Game en prime, quel bonheur !

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Russie-Chine

- La Russie et la Chine renforcent leur coopération monétaire contre le dollar - francais.rt.com

«En ce moment, les autorités financières des deux pays [la Chine et la Russie] travaillent à la prolongation pour trois ans de l'accord bilatéral d'échange de devises», a déclaré le 31 octobre Sergueï Prikhodko, vice-Premier ministre de la Fédération de Russie, au moment où le Premier ministre Dmitri Medvedev s'envolait pour une visite officielle de deux jours en Chine.

En 2014, la Russie et la Chine avaient conclu un premier accord d'échange de devises pour une durée de trois ans et pour un montant équivalent à 25 milliards de dollars (21,5 milliards d'euros). Cette opération qui revient à créer une chambre de compensation yuan/rouble, permet aux deux pays de libeller les montants de leurs échanges de biens et services en monnaies nationales, rouble et yuan, sans passer par le dollar ou l'euro. Selon les informations données par Sergueï Prikhodko, la part des échanges commerciaux de la Russie libellée en roubles augmente de manière continue. Ainsi, de 2016 à 2017, elle serait passée de 13% à 16% pour les importations, et de 16% à 18% pour les exportations.

Des échanges commerciaux en hausse et passant de moins en moins par le dollar.

La Chine et la Russie, dont les échanges économiques croissent à un rythme soutenu, cherchent à multiplier les initiatives pour faciliter les paiements en rouble et en yuan dans l'espace eurasiatique. Ainsi, selon le vice-Premier ministre russe, plusieurs banques russes ont déjà rejoint le China International Payment System (CIPS), un système de paiement interbancaire international en yuan garanti par la Banque populaire de Chine, (la banque centrale chinoise). Par ailleurs les deux systèmes nationaux de paiement par cartes bancaires russe NSPK et chinois Union Pay, se sont rapprochés pour permettre le paiement d'achats en Russie avec des cartes bancaires chinoises.

En 2016 les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont atteint l'équivalent d'environ 70 milliards de dollars. Mais les deux pays se sont fixés pour but de porter ces échanges à 80 milliards dès 2018 et 200 milliards d'ici 2020. Cité par le portail web chinois en plusieurs langues le Quotidien du peuple, le premier vice-Premier ministre russe, Igor Chouvalov, a laissé entendre que ce résultat pourrait être atteint en intégrant l'initiative chinoise de développement stratégique Une ceinture, Une route avec l'Union économique eurasiatique (UEE). francais.rt.com 31 oct. 2017